

**Séance ordinaire du
jeudi 20 juillet 2017**

L'an deux mille dix sept et le vingt juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Urbanisme et Aménagement
durable**

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Guy BARRAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Gérard CASTRE, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Michaël DELAFOSSE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Audrey LLEDO, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Véronique PEREZ, Thibault RASSAT, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Samira SALOMON, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Valérie BARTHAS-ORSAL ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Nancy CANAUD ayant donné pouvoir à Gérard LANNELONGUE, Mylène CHARDES ayant donné pouvoir à Fabien ABERT, Cédric DE SAINT JOUAN ayant donné pouvoir à Anne BRISSAUD, Véronique DEMON ayant donné pouvoir à Véronique PEREZ, France JAMET ayant donné pouvoir à Audrey LLEDO, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Alex LARUE ayant donné pouvoir à Christian DUMONT, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Philippe SAUREL, Dominique MARTIN-PRIVAT ayant donné pouvoir à Vincent HALUSKA, Séverine SCUDIER ayant donné pouvoir à Pascal KRZYZANSKI, Rabii YOUSSEF ayant donné pouvoir à Sauveur TORTORICI.

Absents :

Sophia AYACHE, Julie FRÊCHE, Patrick VIGNAL.

**Développement et aménagement durable du territoire
Relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CRR)
Déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme
(PLU) de la ville de Montpellier
Avis du Conseil municipal**

Au titre de sa compétence culturelle, Montpellier Méditerranée Métropole porte le projet de relocaliser le Conservatoire à rayonnement régional de Montpellier Méditerranée Métropole (CRR), sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, sis 13 avenue du Professeur Grasset.

Le CRR est un établissement public d'enseignement de la musique, de la danse et de l'art dramatique, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la culture et de la communication et sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole. Accueillant plus de 1 400 élèves, celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants et de formation préprofessionnelle des étudiants dans les domaines précités.

L'enseignement dispensé actuellement par le CRR se déroule principalement sur deux sites à Montpellier : le site de Lisbonne sis 14 rue Eugène Lisbonne (1 600 m² de surface utile) et le site de Candolle sis 3 rue Candolle (1 800 m² de surface utile). Le niveau de vétusté ainsi que les surfaces contraintes de ces sites rendent très complexe aujourd'hui le développement de l'activité du CRR. Or, celle-ci est liée d'une part, à la dynamique démographique forte du territoire métropolitain, et d'autre part, aux prescriptions qu'impose la labellisation CRR, en matière d'élargissement des disciplines d'enseignement notamment.

Tenant compte de ce constat, et dans la perspective d'affirmer le CRR comme un équipement culturel majeur et structurant du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite doter cet équipement de nouveaux locaux recentrés, qui permettront de réunir l'ensemble des enseignements et pratiques musicales et chorégraphiques.

Les études préalables, menées par la Société publique locale « Société d'aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole » (SA3M), ont permis de conforter le choix d'implantation du futur CRR sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, situé au 13 avenue du Professeur Grasset, et de s'assurer que l'aménagement de cet îlot urbain pouvait aussi intégrer, notamment, la réalisation de deux programmes immobiliers.

Les études préalables ont, d'ores et déjà, mis en évidence que les règles d'urbanisme du PLU de Montpellier applicables au site de l'ancienne maternité Grasset ne sont pas, aujourd'hui, compatibles avec le programme général de l'opération. La mise en œuvre opérationnelle du projet est donc subordonnée à une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU, afin d'adapter les règles du document d'urbanisme de la Ville de Montpellier avec ce projet d'intérêt général.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole est l'autorité compétente en matière de Plan local d'urbanisme (PLU), compétence qu'elle exerce en collaboration avec les Communes selon les modalités définies par la Charte de gouvernance du PLU.

Ainsi, par délibération du 28 juin 2017, le Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole a engagé la procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier concernant le projet de relocalisation du CCR, sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier. Conformément à la Charte de gouvernance du PLU, fixant les modalités de collaboration, notamment entre la Ville et la Métropole, le dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité est soumis lors de la présente séance, à l'avis du Conseil municipal préalablement à l'organisation de la phase d'examen conjoint.

Principalement, le dit dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier comporte :

- un dossier de déclaration de projet démontrant l'intérêt général du projet au sens de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme
- un dossier de mise en compatibilité du PLU de Montpellier

Les modifications apportées au PLU sont de deux ordres. Tout d'abord il s'agit d'une réduction d'une partie de l'espace boisé classé (EBC) existant au droit du site de projet. Deuxièmement, il est proposé d'intégrer le site de projet dans le sous-secteur 3U1-4, correspondant au secteur de la zone 3U1 dédié aux grands équipements publics de Montpellier et pouvant admettre une mixité d'occupation du sol.

En vertu de l'article L.153-34 du code de l'urbanisme, le présent dossier sera notamment notifié, aux personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 dudit code, afin que les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan fassent l'objet d'un examen conjoint donnant lieu à procès-verbal.

Il sera ensuite soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et qui portera à la fois sur l'intérêt général du projet et sur la mise en compatibilité du PLU qui en est la conséquence.

À l'issue de l'enquête publique, la proposition de mise en compatibilité du PLU éventuellement modifiée pour tenir compte des avis, des observations du public et du rapport du commissaire ou de la commission d'enquête, sera soumis à l'approbation du Conseil de Montpellier Méditerranée Métropole, qui sera également compétent pour se prononcer par une déclaration de projet sur l'intérêt général du projet de relocation du CCR sur le site de l'ancienne Maternité Grasset.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- donner un avis favorable, au titre de la Charte de gouvernance du Plan local d'urbanisme, sur le dossier annexé à la présente délibération, ayant pour objet la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier, relativement au projet de relocalisation du conservatoire à rayonnement régional (CCR) sur le site de l'ancienne maternité Grasset à Montpellier, sis 13 avenue du Professeur Grasset ;
- autoriser Monsieur le Maire, son représentant ou l'Adjoint délégué, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**



Philippe SAUREL

Publiée le : 21 juillet 2017

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- CRR dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de Montpellier

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture :
Réception en Préfecture :

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

